

**Vidal au stade critique**  
**Communiqué de SLU, 17 février 2021**

*« Ainsi, depuis des mois, par petites touches, se met en place un discours officiel anti-universitaire, sans que jamais la ministre de l'Enseignement supérieur qui devrait être le premier rempart des universitaires contre ces attaques n'ait eu un mot pour les défendre »* disions-nous dans notre communiqué du 24 octobre pour dénoncer les propos de Jean-Michel Blanquer devant les sénateurs dans lesquels il dénonçait *« des courants islamo-gauchistes très puissants dans les secteurs de l'enseignement supérieur qui commettent des dégâts sur les esprits »*.

Dans une tribune à *L'Opinion* deux jours plus tard la ministre de l'ESR semblait y répondre du bout des lèvres : *« L'université n'est pas un lieu d'encouragement ou d'expression du fanatisme »*. Bien.

Mais depuis, la petite musique est devenue fanfare assourdissante : ainsi, deux députés LR, Julien Aubert et Damien Abad demandaient en novembre une mission d'information de l'Assemblée Nationale sur *« les dérives idéologiques dans les établissements d'enseignement supérieur »* ; ce même Julien Aubert publiait le 26 novembre 2020 les noms et les comptes Twitter de sept enseignants-chercheurs, nommément ciblés et livrés à la vindicte publique ; cette dénonciation calomnieuse s'ajoutait aux propos tenus par la rédaction du journal *Valeurs Actuelles* à l'encontre du Président nouvellement élu de l'université Sorbonne Paris Nord ; le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin (le 1er février 2021 sur France-Inter) parlait d'idéologie raciale ; la députée LR Annie Genevard dans le débat sur l'interdiction du voile à l'université dans le cadre de la loi sur le séparatisme (le 3 février 2021) synthétisait tout cela en affirmant que *« L'université est traversée par des mouvements puissants et destructeurs [...] le décolonialisme, le racialisme, l'indigénisme et l'intersectionnalité »*.

Et le 14 février, la ministre Frédérique Vidal, muette sur l'abandon de l'université et de ses étudiants depuis le début de la pandémie, sonne l'hallali sur une chaîne ouvertement d'extrême droite :

*« Ce qu'on observe à l'université, c'est que des gens peuvent utiliser leurs titres et l'aura qu'ils ont. Ils sont minoritaires et certains le font pour porter des idées radicales ou des idées militantes de l'islamo-gauchisme en regardant toujours tout par le prisme de leur volonté de diviser, de fracturer, de désigner l'ennemi, etc... »*

Et de répondre dans un rire à une question toute en nuance de l'interviewer « *Il y a une sorte d'alliance, si je puis dire, entre Mao Zedong et l'Ayatollah Khomeini ?* » : « *Mais vous avez raison !* »

Tant de bêtise pourrait prêter à rire.

Mais au milieu d'inepties qui ne témoignent que de sa confusion, Frédérique Vidal conclut, sans crainte de se contredire dans une même phrase : « *On ne peut pas interdire toute approche critique à l'université. Moi c'est ça que je vais évidemment défendre et c'est pour ça que je vais demander notamment au CNRS de faire une enquête sur l'ensemble des courants de recherche sur ces sujets dans l'université de manière à ce qu'on puisse distinguer de ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève justement du militantisme et de l'opinion* ».

Voilà le CNRS transformé en IGPN (Inspection Générale de la Pensée Nationaliste).

La chasse aux sorcières est donc lancée, cette fois en haut lieu. Elle ne peut qu'encourager le harcèlement, déjà intense sur internet, et assorti à l'occasion de menaces de mort, envers des collègues accusés d'être des « islamogauchistes ». Elle s'inscrit dans une course à l'extrême-droite qui n'est pas isolée dans le gouvernement : il s'agit bien d'un choix politique concerté (voire d'une intervention sur commande ?).

Retenons, cependant, une phrase de la ministre : « *Il faut que le monde académique se réveille* ».

Oui, il est grand temps de nous réveiller. Toutes les instances, tous les échelons que comptent l'enseignement supérieur et la recherche doivent désormais ouvertement se prononcer et clamer haut et fort : nous ne pouvons plus reconnaître Frédérique Vidal comme notre ministre, nous refuserons de mettre en place des directives contraires aux principes fondamentaux de l'université.